Joël Mergui : « Je n'ai jamais eu autant conscience qu'aujourd'hui de la légitimité de notre combat »

ENTRETIEN

Président du Consistoire de Paris, l'institution communautaire qui rassemble et fédère le plus grand nombre de communautés juives dans la région de Paris et de l'Île-de-France, Joël Mergui est un acteur communautaire de premier plan depuis des décennies. Il a toujours porté une juste analyse des mouvements qui traversent la vie juive française, théorisant par exemple le phénomène de l'Alyah interne, aujourd'hui bien connu, pour traduire les déplacements géographiques de la communauté juive française. Plus que jamais à la manœuvre depuis le 7 octobre, il esquisse les contours de la manière dont nous vivons désormais au quotidien ce chamboulement.

Laëtitia Enriquez

DR

Actualité Juive Quel est, selon vous, depuis le 7 octobre, le sens de votre mission communautaire ?

Joël Mergui : Après le 7 octobre, ma première mission a été d'aller dire, dans toutes les synagogues et sur les médias, que j'en avais assez d'entendre dire que les Juifs avaient peur. Non, les Juifs n'ont jamais eu peur. Ils doivent être prudents, vigilants et prendre des précautions. Ils peuvent aussi avoir peur pour leur pays, la France ou les pays dans lesquels ils vivent. On aurait pu, à ce moment de l'histoire, aller vers une autre attitude des dirigeants, demandant par prudence de fermer des lieux pour des raisons de sécurité. Fort heureusement, nous n'avons pas pris ce chemin-là. Non seulement nous n'avons pas peur, mais nous continuons aussi à mener notre vie juive et nos actions avec la nécessaire protection de l'État.

> « On aurait pu craindre que la vie juive s'arrête, mais la peur n'a pas gagné »

La seconde étape a été d'appeler à davantage de mobilisation de la part de tous ceux qui ne se trouvent pas en Israël. Consacrer davantage de temps à sa communauté, prier davantage, étudier davantage, donner davantage aussi. Parce que l'on ne peut pas se dire que nos frères et sœurs, en Israël, risquent leurs vies tous les jours et que nous, partout ailleurs, continuons notre vie comme si de rien n'était.

Et puis, il y a tout le reste. Appeler ceux qui sont loin de nos structures à s'en rapprocher. Défendre l'image d'Israël. Se battre contre l'antisémitisme. Maintenir tous nos services de vie juive permanente. Mais tout cela constituait déjà notre quotidien, bien avant le 7 octobre…

Le quotidien de la vie juive a-t-il changé depuis cette date noire ?

J.M. : On aurait pu craindre que la vie juive s'arrête, mais la peur n'a pas gagné. La mobilisation communautaire a été beaucoup axée sur Israël pour sa victoire pour l'humanité contre le terrorisme et pour la libération des otages. Les mobilisations féminines, les prières, Hafrachat Hallah, et autres soirées de soutien ont été particulièrement nombreuses. On a continué toutes nos célébrations dans la foi plus que dans la joie ('Hanouka, Pourim bientôt), avec la conscience que l'on vit un moment de fête, mais avec une tache noire qui fait que l'on n'oublie pas.

La communauté juive française vit-elle un moment de solitude ou, au contraire, cette tragédie a-t-elle révélé de nouvelles solidarités ?

J.M. : Il y a beaucoup trop de silencieux, de gens absents ou disparus. Je pense notamment aux responsables musulmans qui n'étaient pas présents à la marche contre l'antisémitisme. En considérant que les actes perpétrés par le Hamas seraient des actes de résistance, ils se sont déconnectés d'une partie de leur base communautaire et leur ont donné le pire message avec le soutien de l'extrême gauche. Mais ce serait une erreur de considérer que toute la France est contre nous. Un certain nombre de personnalités politiques, médiatiques, civiles et de gens dans la rue se manifestent courageusement contre la montée de l'antisémitisme et pour la légitimité du combat d'Israël.
Je ne saurais dire s'ils constituent une majorité, mais ils existent, et ils nous donnent envie de continuer à nous battre. Nous leur devons reconnaissance.

ALAIN AZRIA

Une violente agression s'est produite devant une synagogue parisienne vendredi 1er mars. Craignez-vous une nouvelle flambée des actes antisémites ?

J.M. : À force de justifier l'impardonnable, les antisionistes ont provoqué l'irréparable. Je n'oublie pas le nombre de morts dans notre pays liés à la haine islamiste.

Comment voyez-vous la vie juive en France dans les prochaines années ?

J.M. : La rénovation de tout notre patrimoine, la création de nouvelles synagogues, la création du Centre européen du Judaïsme que j'ai porté, incarnent tout ce que je pense de la vie juive en France. Une nécessité d'avoir de grandes et belles structures, malgré les vicissitudes. J'ai porté ces magnifiques projets en pleine période d'attentats.
Depuis le début des années 2000, et à toutes les étapes de la remontée de l'antisémitisme, j'ai toujours considéré qu'il y aurait une Alyah importante et qu'il y aurait aussi beaucoup de Juifs qui voudront continuer à vivre en France. J'ai toujours dit qu'aussi longtemps que le gouvernement et qu'une majorité de ceux qui comptent dans le pays nous soutiendront, nous aurons le devoir de continuer à résister. Et si je devais sentir un fléchissement quelconque du gouvernement ou de certaines personnalités publiques, ce sera mon devoir de le dire, ai-je aussi toujours prévenu.
Je le répète encore aujourd'hui. Si je devais ressentir une modification de la position de nos élus ou des administrations, mon devoir serait d'en avertir la communauté. Notre responsabilité est d'être en alerte. Je n'accepterai ni humiliation, ni que nos institutions soient le dégât collatéral d'une laïcité qui se durcit. Mais, aussi longtemps que notre liberté de culte et notre sécurité seront garantis, nous pourrons continuer à poursuivre notre vie ici.
Ainsi, j'ai toujours voulu que les Juifs aient le choix. Partir comme rester. L'un n'est pas opposable à l'autre. Il y a ceux qui veulent aller vivre en Israël par idéal et identité et, depuis – et malgré – la guerre, ils sont de plus en plus nombreux, et c'est notre responsabilité de les accompagner. Alors que cette guerre aurait pu leur faire peur, voire les dissuader, elle a au contraire réveiller l'identité de beaucoup de familles qui voulaient partir. De l'autre côté, beaucoup de Juifs voudront aussi continuer à vivre ici, si les conditions de vie le leur permettent.

> **« J'ai toujours voulu que les Juifs aient le choix, partir ou rester, l'un n'est pas opposable à l'autre »**

Comment parvenir à soutenir les deux attitudes en même temps ?

J.M. : C'est là toute la difficulté que je rencontre en tant que président du Consistoire de Paris-Île-de-France. Développer la vie juive là où les Juifs se déplacent, tout en maintenant la vie juive là où les Juifs sont partis. Des communautés sont très déficitaires aujourd'hui, faute de dons, mais je ne peux pas les fermer non plus. Là où une synagogue ferme, c'est la démocratie qui a perdu.

Faut-il maintenir ces communautés dans ces banlieues quasi désertes de Juifs aujourd'hui ?

J.M. : Ce sont des endroits où il reste des offices de chabbat, une vie juive et un minyan. Et, admettons qu'il s'agirait d'une communauté où ne resterait, disons, plus que 17 personnes, fermer leur communauté signifie prendre le risque de perdre ces 17 personnes, et donc 17 familles pour le Judaïsme. Ce sont des communautés juives historiques, bien moins remplies qu'avant, mais qui nécessitent entretien du bâtiment, rémunération du rabbin. Et dans ces endroits où il y a souvent des cités, de l'insécurité et de la précarité, la charge est encore plus importante en raison des besoins sociaux.
Il faut à la fois accompagner les Juifs qui ont envie de partir et, pour ceux qui ont envie de rester, développer les structures communautaires. Des structures sécurisées, embellies et attractives, qui permettent de transmettre notre identité.

Une séquence virale vous montrait vous énerver à juste titre face aux représentants français de l'Unicef pour leur silence à l'égard des enfants otages israéliens. Votre intervention a-t-elle fait bouger les choses ?

J.M. : J'ai accompagné le « collectif 7 octobre » et pris la parole sans me rendre compte que j'étais filmé. À l'issue de cet entretien, le discours de l'Unicef a quelque peu évolué et fait désormais mention du sort des otages toujours retenus. Alors oui, dire les choses fait bouger les choses. Il y a bien entendu les têtes de mule que l'on ne fera pas bouger. Mais il y a aussi tous ces gens qui n'ont pas d'avis et qui adoptent l'avis qu'ils pensent majoritaire. Je n'ai jamais eu autant conscience qu'aujourd'hui de la légitimité de notre combat. Combat d'Israël, de Tsahal, combat pour la vérité et la justice, combat pour notre minorité, respectueuse des valeurs de la vie et de notre société. Et quand on a conscience que l'on est légitime, on porte les arguments qui font mouche chez ceux qui sont de véritables démocrates. ■ **Propos recueillis par Laëtitia Enriquez**